

# RAPPORT BUREAU UD DU

## 16/03/20

L'épidémie de Covid-19, qui a démarré en Chine, a provoqué un ralentissement soudain de l'économie chinoise. En confinant des millions de personnes à domicile pour enrayer la propagation de la maladie, Pékin a sacrifié une partie de son activité. Et comme la deuxième économie au monde est aussi le plus grand importateur de pétrole, sa mise au ralenti a mécaniquement entraîné une baisse de la demande en or noir.

Or, si la baisse des prix du baril perdure, les pays exportateurs de pétrole vont souffrir à leur tour. Pour éviter cela, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'Opep, qui compte 13 pays dont la puissante Arabie saoudite, a proposé à la Russie, deuxième producteur mondial – non membre de l'organisation –, de réduire sa production pour permettre au cours de remonter. Mais Moscou a refusé de jouer le jeu, lassé de faire des concessions qui brident son secteur pétrolier et boostent celui de son rival, les Etats-Unis, premier producteur mondial d'or noir depuis 2017 grâce au pétrole de schiste. Et pour cause, les coûts d'exploitation des gisements américains étant élevés, le pétrole made in USA ne peut pas rester compétitif si le prix du baril conventionnel chute.

Mais les Saoudiens, troisième producteurs mondiaux, n'ont pas apprécié du tout que les Russes l'envoient promener pour mener leur propre stratégie. Pour contraindre Moscou à revenir à la table des négociations, Riyad a décidé d'inonder le marché de son pétrole à bas coût, afin de faire chuter les prix et ainsi calmer les ardeurs russes. Mais ce coup de poker est extrêmement risqué : si les prix du pétrole restent bas, les pays exportateurs les plus fragiles (Vénézuéla, Iran, Irak; Algérie), pourraient voir leurs économies s'effondrer, ce qui déstabiliserait des régions entières. Alors que le monde fait face à une épidémie susceptible de provoquer une récession, cette guerre du pétrole ajoute de l'instabilité et de l'incertitude à une situation déjà imprévisible.

Cette situation impacte le cours de la bourse et on vous laisse imaginer ce qui se passerait si actuellement notre système de retraite

était basé sur une part du PIB et dépendait des fluctuations des marchés boursiers.

En France, devant la propagation du Corona Virus, le président de la république s'est fendu d'une allocution dont certains passages avaient presque des accents socialistes surtout quand il a déclaré « Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France et une Europe souveraines ». Comme Nicolas Sarkozy avant lui lors de la crise économique de 2008, Emmanuel Macron redécouvre ou découvre les bienfaits et l'efficacité du modèle social français basé sur les solidarités. Système qui n'a pas été épargné par ses réformes. Et comme François Hollande après les attentats du Bataclan il feint de découvrir la qualité de notre hôpital public. Rappelons que les services d'urgences sont restées en grève pendant près d'un an pour dénoncer les conditions d'accueils des patients et la continuelle dégradation des conditions de travail du personnel soignant. Rappelons aussi que les diverses réformes qu'a subit l'hôpital public a conduit certains hôpitaux à utiliser des applications informatiques pour palier le manque de personnel et que dans les faits ces applications incitent les travailleurs de la santé à venir travailler sur leurs temps de repos.

Le chef de l'état a insisté sur le fait que nous vivons la pire crise sanitaire, sans doute dans un but stratégique, si on raisonne en termes de nombre de décès, c'est faux : la grippe asiatique de 1957 a fait 100.000 victimes en France, et une dizaine d'années plus tard, la grippe de Hong Kong en a fait 31.000 – tout en passant totalement inaperçue puisqu'on en trouve aucune mention dans la presse ni dans la mobilisation hospitalière de l'époque, et que ce n'est qu'en 2003 qu'on a découvert son nombre de morts ».

Les premières mesures annoncées sont surtout tournées vers les entreprises, et comme à chaque fois on constate que notre gouvernement arrive à trouver très rapidement plusieurs centaines de milliards quand il s'agit de venir en aide au capital.

Pour les salariés on apprend ainsi que le chômage partiel qui sera indemnisé à 100% pour les entreprises sera équivalent à 84% du salaire net. Malgré les promesses du gouvernement, les salariés touchés par le chômage technique vont bien perdre de l'argent.

Pour les privés d'emploi, un report de la mise en oeuvre de la dernière réforme de l'assurance chômage est envisagé.

Depuis samedi soir la crise a pris un nouveau tournant puisque le premier ministre a pris un décret pour fermer tous les lieux publics tels que les cinémas, lieux de cultes, bars, restaurants et commerce non essentiels jusqu'au 15 Avril 2020.

Certaines professions ont aussi été réquisitionnés et outre le personnel hospitalier et de l'éducation nationale, des industries agro-alimentaire comme Panzani doivent changer leurs organisations du temps de travail pour éviter les ruptures.

Après un week end où les gens se sont rués vers les grandes surfaces, le personnel de la grande distribution va devoir continuer son travail, assurant ainsi une mission de service public, sans pour autant que ces grands groupes aient pris toutes les mesures de sécurité pour les salariés.

Nous avons toujours défendu la réindustrialisation de notre département et le besoin de service public, cette crise est en train démontrer que nous avons raison.

Ces mesures vont avoir un impact surtout dans notre département où les professions du commerce sont les premières sources d'emploi. De plus il y a fort à parier que le patronat va tenter de baisser les droits des salariés au prétexte de cette crise. Il va falloir que nous soyons vigilants, le patronat ne fera pas de trêves.